

SECRETARIAT GÉNÉRAL

Bureau Départemental  
de la Protection de la Nature  
et de l'Environnement

1ère Section

M.B. / F.R.

Autorisation N° 11 714

## ARRÊTÉ

AUTORISANT LA CREATION ET L'EXPLOITATION, SUR LE TERRITOIRE  
DE LA COMMUNE DE C O R M E R Y, AU LIEU-DIT "LE CHAUMENIER",  
EN ZONE INDUSTRIELLE, D'UN DEPOT DE PRODUITS PHYTOSANITAIRES.

- : - : - : - : - : -

LE PREFET D'INDRE-ET-LOIRE, Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la loi N° 76-663 du 19 Juillet 1976 et le décret N° 77 1133 du 21 Septembre 1977 rela-  
tifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la demande présentée par la Société BAYER - FRANCE, dont le siège social est  
49 - 51, Quai National à PUTEAUX (92806), sollicitant l'autorisation de créer et d'ex-  
ploiter sur le territoire de la commune de CORMERY, au lieu-dit "Le Chaumenier" en zone  
industrielle, un dépôt de produits phytosanitaires ;

VU les plans et documents produits à l'appui ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées ;

VU les pièces de l'enquête publique ;

VU les avis recueillis au cours de l'enquête ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène émis dans sa séance en date du  
10 Juillet 1979,

A R R Ê T É :

== == == == == == ==

ARTICLE 1er :

La Société BAYER - FRANCE dont le siège social est 49 - 51, Quai National  
à PUTEAUX (92), est autorisée à créer et exploiter, sur le territoire de la commune de  
CORMERY, au lieu-dit "Le Chaumenier", en zone industrielle, un dépôt de produits insecti-  
cides ou herbicides à base de liquides inflammables, ainsi qu'un dépôt de gaz combustibles  
liquéfiés, sous pression (aérosols à usage ménager).

.../...

L'établissement comportera les deux activités ci-après soumises à autorisation par la nomenclature des Installations Classées pour la protection de l'environnement.

Rubrique 253.B :

Dépôt, sous couvert, de produits insecticides ou herbicides à base de liquides inflammables des 1ère et 2ème catégories, d'un volume total de 250 m<sup>3</sup>, comprenant :

- 238 m<sup>3</sup> de produits à base de liquides inflammables de la 1ère catégorie ;
- 12 m<sup>3</sup> de produits à base de liquides inflammables de la 2ème catégorie,

l'ensemble étant en récipients de capacité unitaire au plus égale à 15 l.

Le dépôt représentant une capacité nominale totale supérieure à 100 m<sup>3</sup> de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1).

Rubrique 211.B.2° :

Dépôt de gaz combustibles liquéfiés, sous pression, en bouteilles, la quantité nominale au dépôt étant supérieure à 25 000 kg (30 000 kg d'aérosols à usage ménager dont le gaz propulseur est le butane ou le propane).

ARTICLE 2 :

1 - Conformité au plan

L'installation sera située et installée conformément au plan joint à la déclaration.

Tout projet de modification de ce plan devra, avant sa réalisation, faire l'objet d'une demande au Préfet.

ARTICLE 3 :

L'autorisation est accordée aux conditions suivantes :

1 - Prescriptions générales applicables à l'ensemble des installations de l'établissement :

1 - 1 - Prévention de la pollution atmosphérique

1 - 1 - 1 - Emissions non traitées :

Les émissions de gaz, poussières, fumées, provenant d'installations quelconques seront maintenues dans des limites telles qu'elles ne puissent incommoder le voisinage, ni même porter atteinte à la santé ou à la sécurité publique, au cheptel, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

1 - 1 - 2 - Entretien - Combustion :

L'entretien des installations de combustion se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénient pour le voisinage ou l'environnement ; cette opération portera sur le foyer, la chambre de combustion et le cas échéant, sur les appareils de filtration ou d'épuration.

1 - 1 - 3 - Incinération en plein air :

Toute incinération en plein air de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

1 - 1 - 4 - Ventilation :

Le dépôt ou l'atelier sera ventilé soit par des ouvertures percées à la partie supérieure, soit par une cheminée de section suffisante s'élevant au-dessus des immeubles voisins. Une prise d'air frais, prévue à la partie inférieure et protégée par un grillage, assurera une ventilation efficace.

1 - 1 - 5 - Odeurs d'aération :

L'aération sera faite de manière que le voisinage ne puisse être incommodé par les odeurs.

1 - 1 - 6 - Odeurs :

Les vapeurs de composés odorants, toxiques ou inflammables seront refoulées au dehors par des conduits d'une hauteur suffisante au-dessus des bouches de cheminées voisines et suffisamment éloignées de celles-ci.

1 - 2 - Prévention du bruit

1 - 2 - 1 - Gêne :

L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse pas être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage, ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

1 - 2 - 2 - I.M. 1976 :

Les prescriptions de l'instruction ministérielle du 21 Juin 1976, relative au bruit des installations classées lui sont applicables.

1 - 2 - 3 - Bruit :

Tous moteurs de quelque nature qu'ils soient, tous transformateurs et tous appareils, ventilateurs, machines transmissions, actionnés par ces moteurs, tout dispositif d'aspiration, de compression ou de détente de gaz seront installés ou aménagés de telle sorte que leur fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité et la tranquillité du voisinage par le bruit ou les trépidations.

1 - 2 - 4 - Manipulation :

Toutes dispositions seront prises pour que la manipulation des outils, des matières premières ou récipients, puisse s'effectuer sans qu'il en résulte de bruit gênant pour le voisinage.

1 - 2 - 5 - Bruit nocturne :

Tous travaux bruyants susceptibles de gêner le voisinage pendant la nuit, y compris manutention, voiturage, etc..., sont interdits entre 20 h et 7 h.

1 - 2 - 6 - Le contrôle de niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes de niveaux acoustiques limites admissibles.

Points de contrôle :	Type de zone :	Niveau limite en DB (A)		
		Jour	Période intermédiaire	Nuit
Limites des propriétés voisines	Zone à prédominance d'activités commerciales et industrielles	60	50	45

Les mesures seront faites conformément à la norme N.F. S.31-010.

#### 1 - 2 - 7 - Etudes extérieures :

L'Inspection des Installations Classées pourra demander que des études ou contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme qualifié dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

#### 1 - 2 - 8 - Véhicules :

Les véhicules et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement devront être conformes à la réglementation en vigueur (décret du 18 Avril 1969 - J.O. du 25 Avril 1969).

#### 1 - 2 - 9 - Sirènes - Alarmes :

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage, est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents. Toute utilisation des signaux résultant de cette dérogation devra faire l'objet d'une inscription chronologique sur un livret d'exploitation.

#### 1 - 3 - Prévention des ruptures et fuites

##### 1 - 3 - 1 - Récipients :

On n'admettra dans le dépôt que des récipients offrant une résistance mécanique et chimique dûment éprouvée.

##### 1 - 3 - 2 -

Il sera procédé à de fréquentes visites destinées à constater qu'il n'existe aucune fuite et que les récipients sont en parfait état.

En cas de constatation de fuites, les récipients défectueux seront immédiatement évacués. L'évacuation des récipients défectueux sera faite dans le plus bref délai, dans des conditions évitant tout danger ou inconvénient pour le voisinage.

1 - 3 - 3 - Les récipients porteront en caractères apparents l'indication de leur contenu.

##### 1 - 3 - 4 - Cuvettes :

Le sol du dépôt, imperméable, incombustible, formera une cuvette de capacité

suffisante pour qu'en cas de rupture de la totalité des récipients, les liquides ne puissent pas s'écouler au dehors.

1 - 3 - 5 - Réparations :

Il est interdit de se livrer, à l'intérieur du dépôt, à des réparations quelconques des récipients, ainsi qu'à une utilisation quelconque ou à des transvasements autres que ceux qui pourraient être impérativement rendus nécessaires par une avarie du matériel de stockage.

1 - 3 - 6 - Vêtements de protection (permanence) :

Le personnel chargé des manutentions sera équipé de vêtements de protection. Pendant celles-ci, on disposera en outre d'une réserve de vêtements de protection (sabots, chaussures spéciales, gants, lunettes, masques, etc...) de manière à équiper le personnel de secours, désigner pour intervenir en cas d'accident ; ce personnel sera instruit spécialement et des consignes spéciales seront affichées à proximité du dépôt ainsi qu'au bureau. Le personnel faisant partie des équipes de secours, sera entraîné spécialement. Le responsable de l'équipe de secours sera chargé de la vérification de l'état des équipements de protection et du matériel de secours qui devront toujours être maintenus en parfait état.

1 - 4 - Prévention de la pollution des eaux

1 - 4 - 1 - Que le rejet soit accidentel, intermittent ou continu, les eaux résiduaires seront évacuées conformément aux prescriptions de l'instruction du Ministre du Commerce en date du 6 Juin 1953 (J.O. du 20 Juin 1953) complétée par l'instruction du 10 Septembre 1957 (J.O. du 21 Septembre 1957) relative à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

1 - 4 - 2 - Eaux - Vannes :

Les eaux vannes et les eaux usées des lavabos seront collectées et traitées selon la législation en vigueur.

1 - 4 - 3 - Accident :

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident (tel que rupture de récipient) déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou milieux naturels.

Leur évacuation éventuelle après accident devra être conforme aux prescriptions du présent arrêté.

1 - 4 - 4 - Décanteur-déshuileur :

Tous les effluents liquides de l'établissement susceptibles de contenir des hydrocarbures devront traverser un dispositif de décantation déshuilage, efficace et maintenu tel, avant rejet à l'extérieur.

L'installation sera entretenue en bon état de fonctionnement et débarrassée des boues et des liquides inflammables aussi souvent qu'il sera nécessaire.

Le dispositif séparateur sera muni d'un regard facilement accessible permettant de vérifier son efficacité.

L'effluent ne contiendra pas plus de 20 p.p.m. d'hydrocarbures (méthode de dosage des hydrocarbures totaux : norme française N.F.T. 90-203).

1 - 4 - 5 - Le rejet direct ou indirect, à l'exclusion de l'épandage, dans une nappe souterraine d'eaux résiduelles est interdit.

1 - 5 - Prévention de la pollution par les déchets

1 - 5 - 1 - Responsabilité :

En application des dispositions de la loi N° 75-633 du 15 Juillet 1975 (J.O. du 16 Juillet 1975) relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, les déchets seront éliminés dans des conditions propres à éviter de porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement.

1 - 5 - 2 - Destruction par Société agréée :

Tous les déchets solides ou concentrés devront être récupérés, vendus, exportés, ou livrés à des Sociétés de traitement agréées.

Aucun déchet solide ne sera évacué autrement.

1 - 5 - 3 - Chiffons, produits dangereux :

Les déchets (chiffons, papiers) imprégnés de produits inflammables, dangereux ou toxiques seront conservés en attendant leur enlèvement dans des récipients clos.

Ces récipients seront étanches ; on disposera à proximité des extincteurs ou moyens de neutralisation appropriés au risque.

1 - 5 - 4 - Fréquence - Evacuation :

L'évacuation des déchets sera régulière, la fréquence d'évacuation sera fixée par l'exploitant qui la fera connaître au service d'inspection des installations classées.

1 - 5 - 5 - Preuve :

Il devra être prouvé que les déchets sont éliminés dans les conditions prescrites ci-dessus.

A cet effet, un registre d'élimination des déchets sera tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. Sur ce registre seront portées toutes les opérations intéressant le traitement et l'évacuation des déchets avec les mentions suivantes :

- date de l'opération,
- nature du déchet,
- caractéristiques physiques,
- quantités,
- entreprise chargée de l'élimination ou de la régénération,
- destination et mode d'élimination.

1 - 5 - 6 - Envoi I.I.C. :

Un récapitulatif semestriel du registre sera établi pour les déchets liquides, boueux ou pâteux, et adressé à l'Inspecteur des Installations Classées.

## 1 - 6 - Installations Electriques

### 1 - 6 - 1 - Electricité selon les normes :

L'installation électrique, force et lumière, sera faite selon les règles de l'art, de façon à éviter les court-circuits ; elle sera conforme aux normes UTE en vigueur.

### 1 - 6 - 2 - Le courant sera coupé tous les soirs après le travail.

### 1 - 6 - 3 - Nettoyage de contact :

Tout appareillage électrique susceptible de donner des étincelles, tels que moteur non étanche à balais, rhéostat, fusible, coupe-circuit, etc... sera convenablement protégé et fréquemment nettoyé.

### 1 - 6 - 4 - Contact à l'intérieur :

Dans les locaux comportant un risque de formation d'une atmosphère inflammable ou explosive, les commutateurs, les coupe-circuits, les fusibles seront placés à l'extérieur, à moins qu'ils ne soient d'un type non susceptible de donner lieu à des étincelles tels que "appareillage étanche au gaz, appareillage à contacts baignant dans l'huile" ou appareillage de 2ème classe à protection renforcée tel qu'il est défini dans les règles d'aménagement des dépôts d'hydrocarbures (arrêté ministériel du 9 Novembre 1972), etc...

Dans ce cas, une justification que ces appareils ont été installés et maintenus conformément à un tel type pourra être demandée par l'Inspecteur à l'exploitant ; celui-ci devra faire établir cette attestation par la Société qui lui fournit le courant ou par tout organisme officiellement qualifié.

### 1 - 6 - 5 - Moteurs électriques et étanches :

Dans les locaux tels qu'indiqué en 1 - 6 - 4 ci-dessus, les moteurs seront électriques et de type étanche au gaz.

### 1 - 6 - 6 - Eclairage double enveloppe :

L'éclairage artificiel se fera par des lampes électriques à incandescence fixes protégées par des doubles enveloppes étanches ou par des procédés présentant des garanties équivalentes. En aucun cas, les lampes ne devront être suspendues au bout de fils conducteurs.

### 1 - 6 - 7 - Chauffage fluide :

Un éventuel chauffage du local ne pourra se faire que par fluide chauffant, la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150° C.

### 1 - 6 - 8 - Mises à la terre :

Toutes les parties métalliques ou conductrices seront reliées à une prise de terre, conformément aux normes en vigueur.

La résistance maximum de la prise de terre, sera adaptée aux installations à protéger ; elle ne pourra en tout état de cause dépasser 100 ohms ; la prise de terre ne présentera pas de self ni de capacité appréciable.

### 1 - 6 - 9 - Conduites dans les cuvettes :

Aucune canalisation, notamment d'alimentation en eau et d'évacuations d'eaux usées, de gaz ou d'électricité, ne devra passer dans ou sous une cuvette de rétention. Seules sont autorisées les dérivations indispensables à l'éclairage et au fonctionnement de l'installation.

.../...

1 - 6 - 10 - Contrôle électrique :

L'installation électrique sera entretenue en bon état ; elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

1 - 7 - Prévention du risque d'incendie

1 - 7 - 1 - Sans préjudice des prescriptions suivantes les moyens de lutte contre l'incendie seront fixés en liaison avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours.

L'établissement disposera au minimum :

- d'un réseau d'incendie indépendant. Les canalisations auront une section suffisante pour assurer le débit nécessaire en n'importe quel emplacement aux pressions requises pour le bon fonctionnement des appareils.

- les bouches, poteaux d'incendie ou prises d'eau diverses seront munis de raccords normalisés et répartis judicieusement dans les installations.

Il y aura au minimum :

- une borne de 100 mm et six robinets armés de 40 mm.

- des extincteurs appropriés pour les risques dus aux liquides inflammables, aux gaz combustibles, au matériel électrique ou autre, seront répartis dans les divers emplacements. Il y aura au moins 20 extincteurs dont 3 sur roues.

Les extincteurs seront conformes aux normes françaises en vigueur et seront homologués par le Comité National du Matériel d'Incendie Homologué.

- des dépôts de sable suffisants, à l'état meuble, seront convenablement répartis en vue de canaliser ou d'arrêter éventuellement les écoulements des liquides inflammables.

1 - 7 - 2 - Contrôle des incendies :

Des dispositions seront prises pour que tout commencement d'incendie puisse être rapidement combattu. Elles devront être suffisantes pour combattre un incendie jusqu'à l'arrivée des sapeurs pompiers de la caserne la plus proche. Le numéro d'appel des sapeurs pompiers sera affiché près des postes téléphoniques.

1 - 7 - 3 - Bon état :

Le matériel incendie sera maintenu en parfait état.

1 - 7 - 4 - Signalés :  
d'incendie

Les extincteurs et robinets armés seront maintenus dégagés et seront visiblement signalés.

1 - 7 - 5 - Contrôle :

L'exploitant s'assurera trimestriellement que les extincteurs sont à la place prévue, aisément accessibles, et en bon état extérieur.

.../...



1 - 7 - 6 - Consigne incendie :

Une consigne prévoyant la conduite à tenir en cas d'incendie sera diffusée à tous les membres du personnel ; ceux-ci seront périodiquement entraînés à l'application de la consigne.

1 - 7 - 7 - Contenu consignes :

Cette consigne sera communiquée à l'Inspecteur des Installations Classées ; elle précisera notamment :

- . l'organisation de l'établissement en cas de sinistre,
- . la composition des équipes d'intervention,
- . la fréquence des exercices,
- . les dispositions générales concernant l'entretien des moyens d'incendie et de secours,
- . les modes de transmission et d'alerte,
- . les personnes à prévenir en cas de sinistre.

Ces consignes générales seront complétées par des instructions particulières relatives aux divers ateliers.

1 - 7 - 8 - Les exercices, essais et visites périodiques auront lieu au moins une fois tous les 3 mois. Leurs dates et leurs observations auxquelles ils pourront donner lieu, seront consignées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

1 - 7 - 9 - Ronde :

Une ronde sera effectuée le soir, après le départ du personnel et avant l'extinction des lumières.

1 - 7 - 10 - Alarme :

Toute intervention des appareils de sécurité devra être signalée par un dispositif d'alarme acoustique et optique destiné à avertir le personnel préposé à la surveillance.

1 - 7 - 11 - Les rapports d'accident, les interventions faites et les suites données seront maintenus pendant cinq ans à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

1 - 7 - 12 - Zone sans feu :

A l'intérieur de cet établissement sera délimitée une zone dans laquelle l'usage des feux nus sera interdit ou exceptionnellement réglementé.

Cette zone appelée "zone sans feu" est celle où peuvent se dégager des gaz ou vapeurs combustibles par suite de détérioration d'emballage, fausses manoeuvres, élévation de la température ambiante, incident d'exploitation.

Cette zone englobera le local liquides inflammables et aérosols, et débordera d'une distance de 3 m de ce local, sauf séparation continue par un mur coupe-feu de degré 2 heures.

1 - 7 - 13 - Clôture :

Sur la totalité de leur périmètre, les installations seront entourées d'une solide clôture grillagée de 2 m de hauteur au moins. Les accès normaux devront être convenablement aménagés, et maintenus dégagés de telle sorte que les véhicules d'intervention puissent à tout moment pénétrer aisément dans l'Etablissement.

2 - Prescriptions particulières : (applicables au dépôt de récipients hermétiquement fermés de produits en solution dans des liquides inflammables de 1ère ou de 2ème catégories et de récipients aérosols dont le gaz propulseur est le butane ou le propane).

2 - 1 - Sans préjudice des dispositions du présent arrêté, le dépôt devra satisfaire aux règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquéfiés, applicables aux dépôts sans transvasement d'une capacité au plus égale à 70 m<sup>3</sup>, règles annexées à l'arrêté ministériel du 9 Novembre 1972 modifié par l'arrêté ministériel du 19 Novembre 1975.

La distance entre les emplacements d'hydrocarbures liquides et les emplacements d'hydrocarbures liquéfiés sera de 10 m lorsque la capacité de stockage du dépôt d'hydrocarbures liquéfiés sera supérieure à 25 000 kg sans excéder 70 m<sup>3</sup>. Cette distance sera réduite à 5 m lorsque la capacité précitée sera inférieure à 25 000 kg.

2 - 2 - Dépôt au rez de chaussée :

Le dépôt sera installé dans un local spécial au rez de chaussée, non surmonté d'étages, et construit en matériaux résistant au feu.

2 - 3 - Les éléments de construction du bâtiment présenteront les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- paroi coupe-feu de degré 2 heures,
- couvertures incombustibles.

Les portes prévues pour le personnel seront pare-flammes de degré une demi-heure ; elles ouvriront vers l'extérieur et seront équipées de barres anti-paniques.

2 - 4 - Les parois de la cuvette de rétention, constituées par des murs, présenteront une stabilité au feu de degré 4 heures.

La capacité de la cuvette sera d'au moins 60 % de la capacité globale des récipients contenus.

2 - 5 - Le dépôt ne commandera ni un escalier, ni un dégagement quelconque, il sera lui-même d'un accès et d'un dégagement faciles.

2 - 6 - Affectation propre :

Le local ne recevra aucune affectation étrangère au service du dépôt lui-même. En dehors de ce service, il sera fermé à clé et la clé demeurera entre les mains d'un préposé responsable.

2 - 7 - Les récipients contenant les produits seront fermés. Ils seront placés à l'abri des radiations solaires et de manière à être facilement inspectés ou déplacés.

2 - 8 - Ventilation :

Le local sera pourvu d'une arrivée d'air frais au voisinage du sol, et d'une évacuation haute de l'air vicié, situées à l'opposé l'une de l'autre.

.../...

2 - 9 - Non fumeurs :

Il est interdit de fumer dans le local, d'y faire du feu, ou d'y introduire un appareil susceptible d'y introduire des flammes, des étincelles ou d'avoir des points en ignition. Ces interdictions seront affichées en caractères très lisibles dans le local et sur la porte d'entrée, avec l'indication qu'il s'agit d'une interdiction préfectorale.

2 - 10 - Implantation dans le dépôt :

Le dépôt sera disposé dans le local de telle façon que le personnel s'y trouvant momentanément occupé puisse en sortir immédiatement et facilement en cas de sinistre.

2 - 11 - Dépôt propre :

Le dépôt sera toujours débarrassé de tous chiffons ou déchets et de tous matériaux ou substances combustibles.

2 - 12 - L'exploitation et l'entretien du dépôt devront être assurés par un préposé responsable. Une consigne écrite devra indiquer les modalités de l'entretien, la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident, et la façon de prévenir le préposé responsable.

Cette consigne devra être affichée, en permanence et de façon apparente à proximité du dépôt.

ARTICLE 4 :

La présente autorisation cessera de porter effet si l'établissement n'a pas été mis en activité, ou pour les parties du dépôt non réalisées dans un délai de deux ans à compter de la date du présent arrêté, ou encore si l'exploitation venait à être interrompue pendant deux années consécutives.

ARTICLE 5 :

Tout transfert de l'établissement sur un autre emplacement, toute modification notable dans l'état des lieux non prévue sur les plans déposés auprès de la Préfecture devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur devra en faire déclaration au Préfet dans le mois suivant la prise de possession.

ARTICLE 6 :

L'autorisation faisant l'objet du présent arrêté est donnée sans préjudice de l'application de toutes autres réglementations générales ou particulières dont les travaux ou aménagements prévus pourraient relever à un autre titre, notamment dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, permis de construire, permission de voirie, règlements d'hygiène, etc...

ARTICLE 7 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 :

Avant la mise en activité de l'établissement et au plus tard au terme du délai de deux ans imparti à l'article 4 ci-dessus, le pétitionnaire devra en rendre compte à l'Inspecteur des Installations Classées. Il devra en outre se soumettre à la visite de l'établissement par les agents désignés à cet effet.

.../...

ARTICLE 9 :

Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret du 21 Septembre 1977, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux Archives de la Mairie et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de la Mairie.

Un extrait semblable sera inséré, par les soins du <sup>Préfet</sup> Maire et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 10 :

MM. le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire de Cormery et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire par les soins de M. le Maire.

Fait à TOURS, le 31 AOUT 1979

Pour ampliation,

Pour le Préfet et par délégation,  
LE CHEF du BUREAU,



P. LANDOLFINI.

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

H. HUGUES.